

Tendances de l'investissement

Notre orientation internationale se manifeste aussi fortement sur le plan de l'investissement. Les investissements étrangers directs (IED), qu'il s'agisse des investissements canadiens à l'étranger ou des investissements étrangers au Canada, sont avantageux de plusieurs façons. Ces courants d'investissement ont tendance à renforcer les liens commerciaux entre les pays hôtes et bénéficiaires et à élever le niveau global des échanges entre les deux pays. L'IED contribue grandement au transfert des technologies en permettant la formation des employés et les économies d'échelle dans la production et l'investissement au titre de la R-D. Il assure également la diversification régionale du portefeuille et réduit les risques liés à l'investissement. Le Canada compte beaucoup sur les entrées de capitaux étrangers pour financer ses investissements intérieurs et ses importations de technologies étrangères.

La valeur des capitaux étrangers directs entrant au Canada a atteint un nouveau record de 94,1 milliards de dollars en 2000. Le Canada a par ailleurs investi la somme jamais égalée de 65,4 milliards de dollars à l'étranger pour y étendre sa présence commerciale. En conséquence, les capitaux étrangers directs investis dans des entreprises canadiennes se sont élevés à 291,5 milliards de dollars en 2000, tandis que les capitaux canadiens engagés à l'étranger ont également grimpé en flèche pour atteindre un nouveau record de 301,4 milliards de dollars. Si les courants d'investissement entre le Canada et les États-Unis dominent encore le tableau, l'Union européenne joue un rôle grandissant depuis les dernières années. Les investissements directs ne sont plus concentrés dans les industries à forte intensité de ressources, comme l'énergie et les métaux ou le bois et le papier, mais sont désormais orientés vers la machinerie et le transport, les finances et l'assurance, et les services et le commerce de détail. Cette réorientation évoque le changement dans la structure des échanges, qui dépendent de plus en plus des produits autres que les ressources.

Dans l'ensemble, la position des investissements canadiens, qui sont composés d'investissements directs, d'investissements de portefeuille et d'autres types d'investissements, s'est sensiblement améliorée au cours de la dernière décennie. L'engagement extérieur du Canada, qui avait récemment atteint le niveau inégalé de 44,4 % du produit intérieur brut en 1993, a chuté pour ne plus représenter que 23,1 % en 2000, proportion la plus faible jamais enregistrée au cours des 50 dernières années. Le rétrécissement de la dette publique, contractée en majeure partie auprès de l'étranger, a contribué à ce renversement de situation.

Pour obtenir une image complète de la performance commerciale du Canada en 2001, vous pouvez consulter

le *Point sur le commerce en 2001*, préparé par la Direction de l'analyse commerciale et économique du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international. Vous trouverez cette publication à l'adresse suivante : www.dfait-maeci.gc.ca/etl/state-of-trade-f.asp.

PLEINS FEUX SUR LE SECTEUR DES SERVICES FINANCIERS

Le secteur des services financiers joue un rôle de premier plan dans une économie de marché; il permet de transformer les épargnes en investissements et de dynamiser la croissance économique. Il fournit les capitaux nécessaires à la croissance des entreprises existantes et les capitaux-risques requis pour la création de nouvelles entreprises. Les gouvernements recourent aussi au secteur des services financiers pour financer leurs nouvelles dettes et leurs programmes et services. Enfin, le secteur des services financiers donne aux Canadiens les moyens d'effectuer leurs transactions financières habituelles, de tirer des chèques et de placer leurs épargnes, de gérer leur fortune et de s'assurer contre les risques et les circonstances imprévues. Le secteur des services financiers peut donc être considéré comme le « moteur » d'une économie de marché, puisqu'il répond aux besoins financiers des gouvernements, des entreprises et des particuliers.

Le secteur financier canadien est constitué de banques, de sociétés d'assurance-vie, de sociétés d'assurance sur les biens et d'assurance risques divers, d'agents et de courtiers d'assurance, de sociétés de fiducie et de sociétés de prêt, de coopératives d'épargne et de crédit et de caisses populaires, de fonds mutuels, de courtiers en valeurs, de gestionnaires de fonds de pension et de conseillers en investissement ainsi que de sociétés de financement spécial. Les faits qui suivent mettent en lumière l'importance du rôle du secteur des services financiers pour le Canada et les Canadiens :

- En 2000, le secteur canadien des services financiers employait plus d'un demi-million de personnes et représentait approximativement 5 % du PIB canadien. L'actif et le revenu net du secteur se sont chiffrés respectivement à quelque 2,2 billions et 16,3 milliards de dollars.
- En 2000, près de la moitié des actifs du secteur financier du Canada¹ était détenue par les banques et autres établissements de dépôt canadiens. L'autre moitié était répartie entre les compagnies d'assurance de personnes, (22 %), les fonds mutuels (19 %), les maisons de courtage de valeurs et de marchandises (1 %) et les autres (8 %), dont font partie les coopératives de crédit.

¹ Les données concernant les banques et autres établissements de dépôt ne tiennent pas compte des coopératives de crédit ni des caisses populaires et sont présentées sur une base consolidée.